

RCS : ST NAZAIRE

Code greffe : 4402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST NAZAIRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

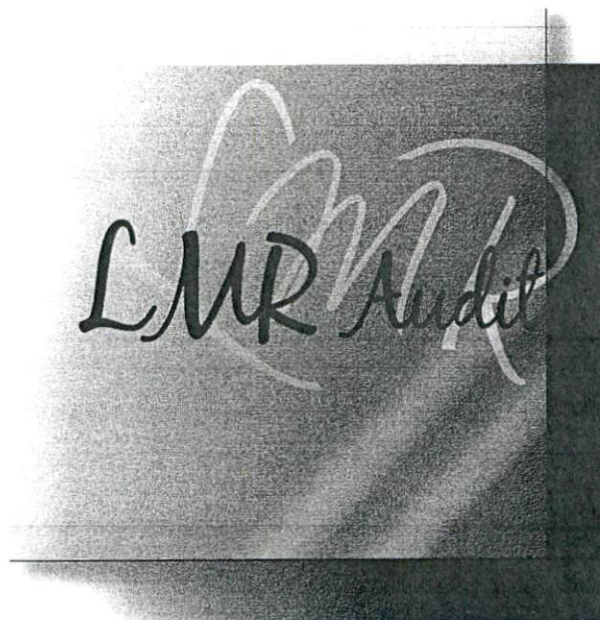
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 00244

Numéro SIREN : 407 894 740

Nom ou dénomination : 2RG Restauration Rapide de Guérande

Ce dépôt a été enregistré le 10/05/2021 sous le numéro de dépôt 3895



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2017

2RG RESTAURATION RAPIDE DE GUERANDE

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 622.45 €

134, boulevard des Océanides

44380 PORNICHE

LMR Audit
Société de Commissariat aux Comptes
Sarl au Capital de 8000 €
Inscrite auprès de la Cour d'Appel de Rennes
RCS Nantes B 481 388 676

Technoparc de l'Aubinière - 3 Impasse des Tourmalines
CS 33815 - 44338 Nantes Cedex 3
Tél. 02 40 73 77 71 - Fax 02 40 95 79 00

RAPPORT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Exercice clos le 31 décembre 2017

. Période du 01/01/2017 au 31/12/2017 (12 mois)

A l'Associée unique,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 2RG RESTAURATION RAPIDE DE GUERANDE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

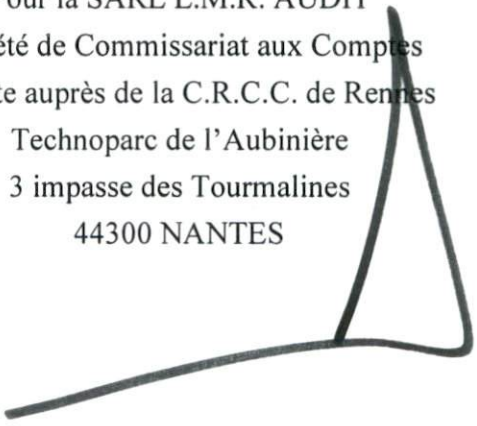
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NANTES, le 30 avril 2018

Thierry RETIERE
Pour la SARL L.M.R. AUDIT
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite auprès de la C.R.C.C. de Rennes
Technoparc de l'Aubinière
3 impasse des Tourmalines
44300 NANTES



Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2017	Net Au 31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
Actif Immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	12 104	11 013	1 091	3 621
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels	304 045	236 172	67 873	104 223
Autres immobilisations corporelles	803 936	532 710	271 226	335 672
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	16 995		16 995	16 995
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	1 137 080	779 896	357 185	460 511
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements	14 145		14 145	15 705
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	385		385	417
Autres	149 822		149 822	167 393
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres	205 192	2 889	202 303	1 244
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	147 572		147 572	112 546
Charges constatées d'avance	14 769		14 769	18 434
TOTAL (II)	531 886	2 889	528 997	315 740
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	1 668 966	782 784	886 181	776 251

Bilan Passif

	Net Au 31/12/2017	Net Au 31/12/2016
Capitaux Propres		
Capital social ou individuel dont versé : 7 622	7 622	7 622
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	762	762
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	336 145	351 779
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	208 143	(15 634)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	552 673	344 530
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I BIS)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (II)		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	53 936	93 596
Emprunts et dettes financières diverses	5 525	45 095
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 612	136 041
Dettes fiscales et sociales	163 435	156 990
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	333 508	431 721
Ecart de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I à IV)	886 181	776 251
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2017 au 31/12/2017			Du 01/01/2016 Au 31/12/2016
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	2 568 129		2 568 129	2 390 703
Production vendue de services	57 826		57 826	62 070
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	2 625 955		2 625 955	2 452 773
Production stockée				
Production immobilisée			21 478	22 722
Subventions d'exploitation reçues			14 189	2 195
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			11 493	11 622
Autres produits			256	847
TOTAL (I)			2 673 371	2 490 160
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			624 684	598 995
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			1 560	5 374
Autres achats et charges externes *			465 832	564 646
Impôts, taxes et versements assimilés			27 614	28 147
Salaires et traitements			565 534	605 856
Charges sociales			140 806	145 624
Dotations aux amortissements sur immobilisations			98 553	113 342
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			482 851	442 439
TOTAL (II)			2 407 434	2 504 423
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			265 937	(14 263)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			867	7 661
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			276	32
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			1 142	7 693
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			1 082	4 665
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			1 082	4 665
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			60	3 028
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)			265 997	(11 236)

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2017 Au 31/12/2017	Du 01/01/2016 Au 31/12/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	14 540	16 753
TOTAL (VII)	14 540	16 753
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	14 540	16 753
Sur opérations en capital	4 774	5 277
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		2 946
TOTAL (VIII)	19 314	24 976
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(4 774)	(8 223)
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	53 080	(3 825)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	2 689 053	2 514 605
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 480 910	2 530 239
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	208 143	(15 634)
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	361	1 624

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Changement d'actionnaire au 31 décembre 2017. Mr Philippe JOLIVET, Mme Johanna JOLIVET et la SAS Restauration Côte d'Amour ont cédés leurs actions à la SAS PJ ORGANISATION.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Toutefois, l'entreprise a retenu la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables.

- | | |
|---|-------------|
| • Logiciels | 1 an, |
| • Installations techniques | 5 à 10 ans, |
| • Matériel et outillage industriels | 4 à 10 ans, |
| • Install.générales, agencet et aménagements divers | 5 à 20 ans, |
| • Matériel de bureau | 4 ans, |
| • Matériel informatique | 4 ans, |
| • Mobilier | 7 ans. |

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (hors droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2017) en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 1.45%.

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2017 a été constaté au compte 444 - Etat - impôt sur les bénéfices pour un montant de 38 843 €. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE (propre à l'entité) comptabilisé au titre de l'exercice s'élève à 38 843 €.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 3 611,50 € hors taxe.

Utilisation du Crédit d'Impôt Compétitivité emploi

Au cours de l'exercice l'entreprise a utilisé le produit du CICE pour financer son activité grâce notamment à de nouveaux investissements.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres		
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	33	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	33	

Composition du capital Social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	500	15.24490	7 622
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	500	15.24490	7 622

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	7 180
TOTAL	7 180

Commentaire

Montant des engagements de retraite : 7 180 €

La convention collective de la société prévoit des indemnités de fin de carrière après 10 ans d'ancienneté. Seuls les salariés concernés ont été pris en compte.

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Commentaire

Etat des immobilisations

Cadre A		Augmentations	
	Valeur brute en début d'exercice	Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	12 104		
TOTAL	12 104		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.	329 679		
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	770 739		
Mat. de transport			
Mat. de bureau et info., mobilier	43 351		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	1 143 770		
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	16 995		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	16 995		
TOTAL GENERAL	1 172 868		

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			12 104	
TOTAL			12 104	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.				
Installations techniques, matériel et outillages ind.		25 634	304 045	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers		10 154	760 585	
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier			43 351	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		35 788	1 107 981	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			16 995	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			16 995	
TOTAL GENERAL		35 788	1 137 080	

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	8 483	2 530		11 013
	8 483	2 530		11 013
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agenc. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	225 456	33 052	22 336	236 172
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	440 869	60 231	8 678	492 422
Matériel de transport				
Mat. de bureau et informatique, mobilier	37 549	2 739		40 288
Emballages récup. et divers				
	703 874	96 023	31 015	768 883
TOTAL GENERAL	712 358	98 553	31 015	779 896

Immobilisations amortissables	Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires						Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	DOTATIONS			REPRISES			
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agenc. et aménag. des constr							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II					
Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Dépréciations					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres mis en équivalence					
Immobilisations titres de participations					
Immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation	3 164		276		2 889
TOTAL III	3 164		276		2 889
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 164		276		2 889
Dont dotations et reprises : - d'exploitation					
Dont dotations et reprises : - financières			276		
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation					

Etat des créances

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	385	385	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	128	128	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	5 005	5 005	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	144 689	144 689	
Charges constatées d'avance	14 769	14 769	
TOTAL	164 977	164 977	
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	53 936	20 063	33 874	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	110 612	110 612		
Personnel et comptes rattachés	77 512	77 512		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 492	36 492		
Impôts sur les bénéfices	11 974	11 974		
Taxe sur la valeur ajoutée	22 234	22 234		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	15 224	15 224		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	5 525	5 525		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	333 508	299 635	33 874	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	39 495			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Libellé	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	265 997		265 997
Résultat exceptionnel (y compris participations)	(4 774)		(4 774)
Résultat comptable	261 223	53 080	208 143

Commentaire

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	143 489.67	94 287.56
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	143 489.67	94 287.56

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	143 489.67	94 287.56
409800000 Fournis avoirs nn parven	141 871.09	85 259.79
448700000 Etat produit à recevoir		9 027.77
468700000 Debit.cred.div.prod a rec	1 618.58	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	143 489.67	94 287.56

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		164.64
Emprunts et dettes financières diverses	361.00	1 624.00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 409.13	20 617.94
Dettes fiscales et sociales	63 055.93	71 618.66
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	84 826.06	94 025.24

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		164.64
518600000 Banques interets courus		164.64
Emprunts et dettes financières diverses	361.00	1 624.00
455800000 Associes interets courus	361.00	1 624.00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 409.13	20 617.94
408100000 Fournis. fact non parvenue	21 409.13	20 617.94
Dettes fiscales et sociales	63 055.93	71 618.66
428200000 Dettes prov conges payes	35 936.19	43 453.92
438200000 Charges sociales s/ cp	11 895.81	13 709.01
448600000 Etat autres ch. a payer	1 016.00	201.00
448610000 Formation continue	5 425.83	6 731.95
448620000 Taxe apprentissage	3 604.00	4 526.83
448630000 Effort construction	5 178.10	2 995.95
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	84 826.06	94 025.24

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Charges d'exploitation	14 769	18 434
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	14 769	18 434

Détail du résultat exceptionnel

Compte de résultat	Solde		Variation	
	31/12/2017	31/12/2016	Montant	%
Produits Exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	14 539.96	16 752.68	-2 212.72	-13.21
797010000 Dechets calcules	14 539.96	16 752.68	-2 212.72	-13.21
TOTAL DES PRODUITS	14 539.96	16 752.68	(2 212.72)	(13.21)
Charges Exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	14 539.96	16 752.68	-2 212.72	-13.21
671810000 Dechets finis	5 525.76	7 905.11	-2 379.35	-30.09
671820000 Dechets bruts	9 014.20	8 847.57	166.63	1.88
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 773.64	5 276.62	-502.98	-9.53
675200000 Vnc immob corp cedees	4 773.64	5 276.62	-502.98	-9.53
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		2 946.46	-2 946.46	-100.00
687110000 Dotations aux amortissements exceptionnels de...		2 946.46	-2 946.46	-100.00
TOTAL DES CHARGES	19 313.60	24 975.76	(5 662.16)	(22.67)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 773.64)	(8 223.08)	3 449.44	(41.95)

2RG RESTAURATION RAPIDE DE GUERANDE
Société par actions simplifiée au capital de 7 622,45 euros
Siège social : 134 boulevard des Océanides, BP 91, 44380 PORNICHET
407 894 740 RCS ST NAZAIRE

DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 15 MAI 2018

DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

DEUXIEME DECISION

L'associée unique, sur proposition du Président de la Société, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élevant à 208 143,21 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	208 143,21 euros
A titre de dividende global à l'associée unique	200 000,00 euros
Soit 400 euros par action	

Le solde	8 143,21 euros
En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 344 288,26 euros.	

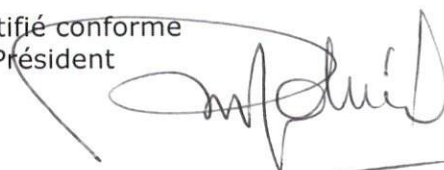
Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 non éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 200 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

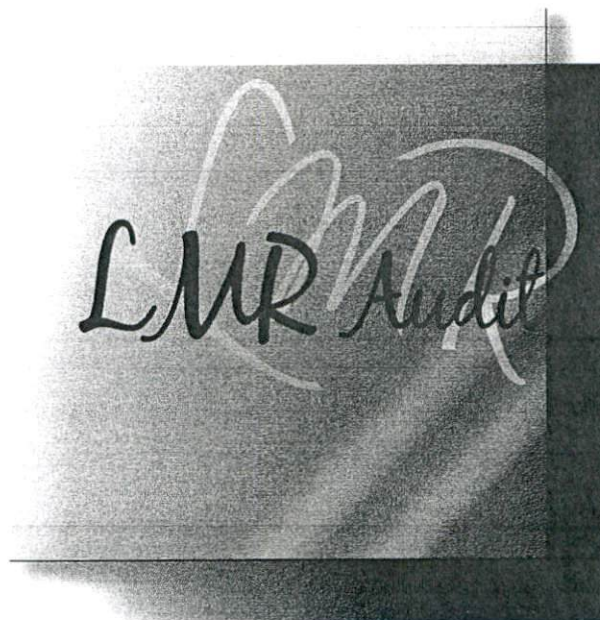
Ce dividende sera mis en paiement ce jour.

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividendes éligibles à l'abattement	Dividendes non éligibles à l'abattement
31 décembre 2016	0 €	0 €
31 décembre 2015	7 500.00 €	142 500.00 €
31 décembre 2014	12 500.00 €	237 500.00 €

Certifié conforme
Le Président





RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2017

2RG RESTAURATION RAPIDE DE GUERANDE

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 622.45 €

134, boulevard des Océanides

44380 PORNICHE

LMR Audit
Société de Commissariat aux Comptes
Sarl au Capital de 8000 €
Inscrite auprès de la Cour d'Appel de Rennes
RCS Nantes B 481 388 676

Technoparc de l'Aubinière - 3 Impasse des Tourmalines
CS 33815 - 44338 Nantes Cedex 3
Tél. 02 40 73 77 71 - Fax 02 40 95 79 00

RAPPORT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Exercice clos le 31 décembre 2017

. Période du 01/01/2017 au 31/12/2017 (12 mois)

A l'Associée unique,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 2RG RESTAURATION RAPIDE DE GUERANDE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

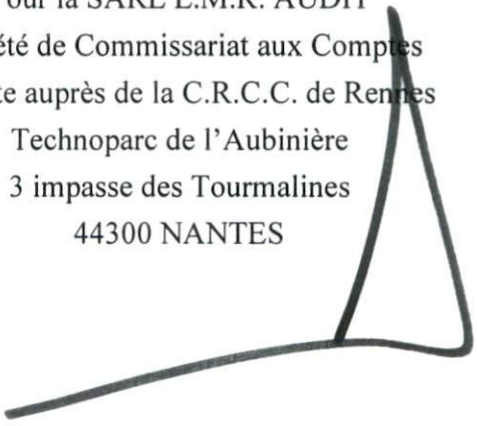
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NANTES, le 30 avril 2018

Thierry RETIERE
Pour la SARL L.M.R. AUDIT
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite auprès de la C.R.C.C. de Rennes
Technoparc de l'Aubinière
3 impasse des Tourmalines
44300 NANTES



Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2017	Net Au 31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
Actif Immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	12 104	11 013	1 091	3 621
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels	304 045	236 172	67 873	104 223
Autres immobilisations corporelles	803 936	532 710	271 226	335 672
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	16 995		16 995	16 995
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	1 137 080	779 896	357 185	460 511
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements	14 145		14 145	15 705
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	385		385	417
Autres	149 822		149 822	167 393
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres	205 192	2 889	202 303	1 244
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	147 572		147 572	112 546
Charges constatées d'avance	14 769		14 769	18 434
TOTAL (II)	531 886	2 889	528 997	315 740
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	1 668 966	782 784	886 181	776 251

Bilan Passif

	Net Au 31/12/2017	Net Au 31/12/2016
Capitaux Propres		
Capital social ou individuel dont versé : 7 622	7 622	7 622
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	762	762
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	336 145	351 779
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	208 143	(15 634)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	552 673	344 530
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I BIS)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (II)		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	53 936	93 596
Emprunts et dettes financières diverses	5 525	45 095
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 612	136 041
Dettes fiscales et sociales	163 435	156 990
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	333 508	431 721
Ecart de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I à IV)	886 181	776 251
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2017 au 31/12/2017			Du 01/01/2016 Au 31/12/2016
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	2 568 129		2 568 129	2 390 703
Production vendue de services	57 826		57 826	62 070
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	2 625 955		2 625 955	2 452 773
Production stockée				
Production immobilisée			21 478	22 722
Subventions d'exploitation reçues			14 189	2 195
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			11 493	11 622
Autres produits			256	847
TOTAL (I)			2 673 371	2 490 160
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			624 684	598 995
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			1 560	5 374
Autres achats et charges externes *			465 832	564 646
Impôts, taxes et versements assimilés			27 614	28 147
Salaires et traitements			565 534	605 856
Charges sociales			140 806	145 624
Dotations aux amortissements sur immobilisations			98 553	113 342
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			482 851	442 439
TOTAL (II)			2 407 434	2 504 423
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			265 937	(14 263)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			867	7 661
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			276	32
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			1 142	7 693
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			1 082	4 665
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			1 082	4 665
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			60	3 028
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)			265 997	(11 236)

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2017 Au 31/12/2017	Du 01/01/2016 Au 31/12/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	14 540	16 753
TOTAL (VII)	14 540	16 753
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	14 540	16 753
Sur opérations en capital	4 774	5 277
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		2 946
TOTAL (VIII)	19 314	24 976
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(4 774)	(8 223)
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	53 080	(3 825)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	2 689 053	2 514 605
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 480 910	2 530 239
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	208 143	(15 634)
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	361	1 624

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Changement d'actionnaire au 31 décembre 2017. Mr Philippe JOLIVET, Mme Johanna JOLIVET et la SAS Restauration Côte d'Amour ont cédés leurs actions à la SAS PJ ORGANISATION.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Toutefois, l'entreprise a retenu la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables.

- | | |
|---|-------------|
| • Logiciels | 1 an, |
| • Installations techniques | 5 à 10 ans, |
| • Matériel et outillage industriels | 4 à 10 ans, |
| • Install.générales, agencet et aménagements divers | 5 à 20 ans, |
| • Matériel de bureau | 4 ans, |
| • Matériel informatique | 4 ans, |
| • Mobilier | 7 ans. |

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (hors droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2017) en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 1.45%.

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2017 a été constaté au compte 444 - Etat - impôt sur les bénéfices pour un montant de 38 843 €. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE (propre à l'entité) comptabilisé au titre de l'exercice s'élève à 38 843 €.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 3 611,50 € hors taxe.

Utilisation du Crédit d'Impôt Compétitivité emploi

Au cours de l'exercice l'entreprise a utilisé le produit du CICE pour financer son activité grâce notamment à de nouveaux investissements.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres		
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	33	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	33	

Composition du capital Social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	500	15.24490	7 622
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	500	15.24490	7 622

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	7 180
TOTAL	7 180

Commentaire

Montant des engagements de retraite : 7 180 €

La convention collective de la société prévoit des indemnités de fin de carrière après 10 ans d'ancienneté. Seuls les salariés concernés ont été pris en compte.

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Commentaire

Etat des immobilisations

Cadre A		Augmentations	
	Valeur brute en début d'exercice	Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	12 104		
TOTAL	12 104		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.	329 679		
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	770 739		
Mat. de transport			
Mat. de bureau et info., mobilier	43 351		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	1 143 770		
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	16 995		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	16 995		
TOTAL GENERAL	1 172 868		

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			12 104	
TOTAL			12 104	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.				
Installations techniques, matériel et outillages ind.		25 634	304 045	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers		10 154	760 585	
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier			43 351	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		35 788	1 107 981	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			16 995	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			16 995	
TOTAL GENERAL		35 788	1 137 080	

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	8 483	2 530		11 013
	8 483	2 530		11 013
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agenc. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	225 456	33 052	22 336	236 172
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	440 869	60 231	8 678	492 422
Matériel de transport				
Mat. de bureau et informatique, mobilier	37 549	2 739		40 288
Emballages récup. et divers				
	703 874	96 023	31 015	768 883
TOTAL GENERAL	712 358	98 553	31 015	779 896

Immobilisations amortissables	Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires						Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	DOTATIONS			REPRISES			
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agenc. et aménag. des constr							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II					
Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Dépréciations					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres mis en équivalence					
Immobilisations titres de participations					
Immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation	3 164		276		2 889
TOTAL III	3 164		276		2 889
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 164		276		2 889
Dont dotations et reprises : - d'exploitation					
Dont dotations et reprises : - financières			276		
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation					

Etat des créances

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	385	385	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	128	128	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	5 005	5 005	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	144 689	144 689	
Charges constatées d'avance	14 769	14 769	
TOTAL	164 977	164 977	
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	53 936	20 063	33 874	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	110 612	110 612		
Personnel et comptes rattachés	77 512	77 512		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 492	36 492		
Impôts sur les bénéfices	11 974	11 974		
Taxe sur la valeur ajoutée	22 234	22 234		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	15 224	15 224		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	5 525	5 525		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	333 508	299 635	33 874	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	39 495			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Libellé	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	265 997		265 997
Résultat exceptionnel (y compris participations)	(4 774)		(4 774)
Résultat comptable	261 223	53 080	208 143

Commentaire

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	143 489.67	94 287.56
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	143 489.67	94 287.56

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	143 489.67	94 287.56
409800000 Fournis avoirs nn parven	141 871.09	85 259.79
448700000 Etat produit à recevoir		9 027.77
468700000 Debit.cred.div.prod a rec	1 618.58	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	143 489.67	94 287.56

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		164.64
Emprunts et dettes financières diverses	361.00	1 624.00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 409.13	20 617.94
Dettes fiscales et sociales	63 055.93	71 618.66
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	84 826.06	94 025.24

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		164.64
518600000 Banques interets courus		164.64
Emprunts et dettes financières diverses	361.00	1 624.00
455800000 Associes interets courus	361.00	1 624.00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 409.13	20 617.94
408100000 Fournis. fact non parvenue	21 409.13	20 617.94
Dettes fiscales et sociales	63 055.93	71 618.66
428200000 Dettes prov conges payes	35 936.19	43 453.92
438200000 Charges sociales s/ cp	11 895.81	13 709.01
448600000 Etat autres ch. a payer	1 016.00	201.00
448610000 Formation continue	5 425.83	6 731.95
448620000 Taxe apprentissage	3 604.00	4 526.83
448630000 Effort construction	5 178.10	2 995.95
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	84 826.06	94 025.24

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2017	31/12/2016
Charges d'exploitation	14 769	18 434
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	14 769	18 434

Détail du résultat exceptionnel

Compte de résultat	Solde		Variation	
	31/12/2017	31/12/2016	Montant	%
Produits Exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	14 539.96	16 752.68	-2 212.72	-13.21
797010000 Dechets calcules	14 539.96	16 752.68	-2 212.72	-13.21
TOTAL DES PRODUITS	14 539.96	16 752.68	(2 212.72)	(13.21)
Charges Exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	14 539.96	16 752.68	-2 212.72	-13.21
671810000 Dechets finis	5 525.76	7 905.11	-2 379.35	-30.09
671820000 Dechets bruts	9 014.20	8 847.57	166.63	1.88
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 773.64	5 276.62	-502.98	-9.53
675200000 Vnc immob corp cedees	4 773.64	5 276.62	-502.98	-9.53
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		2 946.46	-2 946.46	-100.00
687110000 Dotations aux amortissements exceptionnels de...		2 946.46	-2 946.46	-100.00
TOTAL DES CHARGES	19 313.60	24 975.76	(5 662.16)	(22.67)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 773.64)	(8 223.08)	3 449.44	(41.95)